

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	20	5

N° de la séance : 21

Objet de la délibération: Coordination Administrative et Etudes - Fourniture mutualisée de carburants de tous types en station - Création d'un groupement de commandes

- ☒ Original
- Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2017.225

Date de la convocation :

Le 05/12/2017

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **21 DEC. 2017**

de la réception s/Préfecture
en date du **20 DEC. 2017**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Laurence MALHERBE
Directrice des Affaires Générales,
du Juridique et du Contentieux

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 11 décembre 2017

L'an deux mil dix-sept et le 11 décembre à 11h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR

ABSENTS :

Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Gilbert TAULANE, Claude BERENGER, Joseph VALETTE

Monsieur BAGARIA,

Dans la logique de l'intercommunalité, de son objectif de cohérence territoriale et de solidarité institutionnelle, il est souhaitable de favoriser la coopération intercommunale.

C'est en ce sens que les services de la C.A.S.A ont engagé avec les communes membres une réflexion sur la mise en place d'une logistique visant à optimiser la gestion des ressources publiques et à contribuer à la réalisation d'économies sur les achats.

Il s'agit concrètement de mutualiser les procédures de marchés publics en recourant aux groupements de commandes pour gérer les besoins en fournitures, services et travaux communs à la C.A.S.A et aux collectivités membres intéressées.

C'est dans ce cadre que vous est proposée, conformément à l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, la constitution d'un groupement de commandes entre la C.A.S.A et la commune de Vallauris pour la fourniture mutualisée de carburants de tout type en station.

Il s'agit d'un lot unique sans minimum ni maximum.

Il vous appartient en conséquence d'approuver la convention constitutive dudit groupement, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Composition du groupement :
La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ;
La commune de Vallauris.
- Modalités de fonctionnement : comme définies dans la convention constitutive ci-jointe.
- Coordonnateur : La C.A.S.A a proposé d'être le coordonnateur du groupement de commandes constitué. Elle sera autorisée à signer le marché, à le notifier et à l'exécuter au nom du groupement.
- Commission d'Appel d'Offres : Conformément à l'article L 1414-3 du CGCT, la Commission d'Appel d'Offres est celle du coordonnateur.
- Répartition financière : entre les membres du groupement : selon les consommations réelles de chaque membre du groupement.
- La durée du groupement : le groupement est constitué pour la durée de l'accord cadre qui est d'un an à compter de sa notification et qui est reconductible tacitement 3 fois.

Vu la délibération n°CC.2014.005 du 14 avril 2014 du Conseil Communautaire autorisant le Bureau Communautaire à prendre toutes décisions de constitution de groupement de commandes, il est proposé :

- d'approuver la convention constitutive du groupement de commandes entre la C.A.S.A et la commune de Vallauris pour la fourniture mutualisée de carburants de tout type en station ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention, dont le projet est joint en annexe, ainsi que les avenants à ladite convention qui ne modifient pas son économie générale ;
- d'approuver la désignation de la C.A.S.A en tant que coordonnateur du groupement, qui sera chargée de la signature, de la notification et de l'exécution dudit accord cadre ;
- d'approuver la répartition financière entre les membres du groupement ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer les pièces qui constituent l'accord cadre à intervenir avec l'entreprise déclarée attributaire par la Commission d'Appel d'Offres et si nécessaire de pouvoir recourir aux dispositions de l'article 30 du Décret n°2016.360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics après décision de la Commission d'Appel d'Offres.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention constitutive du groupement de commandes entre la C.A.S.A et la commune de Vallauris pour la fourniture mutualisée de carburants de tout type en station ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention, dont le projet est joint en annexe, ainsi que les avenants à ladite convention qui ne modifient pas son économie générale ;
- d'approuver la désignation de la C.A.S.A en tant que coordonnateur du groupement, qui sera chargée de la signature, de la notification et de l'exécution dudit accord cadre ;
- d'approuver la répartition financière entre les membres du groupement ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer les pièces qui constituent l'accord cadre à intervenir avec l'entreprise déclarée attributaire par la Commission d'Appel d'Offres et si nécessaire de pouvoir recourir aux dispositions de l'article 30 du Décret n°2016.360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics après décision de la Commission d'Appel d'Offres.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 11 décembre 2017
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES RELATIVE A LA FOURNITURE DE CARBURANT DE TOUT TYPE EN STATION

Entre

La **Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis**, ci-après désignée C.A.S.A, dont le siège social est situé au 449 Route des Crêtes BP 43, Les Genêts, 06901 SOPHIA ANTIPOLIS cedex ; représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI dûment habilité par délibération n° du Bureau Communautaire en date du 11 décembre 2017,

Et

La **Commune de Vallauris**, représentée par son Maire, Madame Michelle SALUCKI dûment habilitée par délibération n° du Conseil Municipal en date du

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes en vue de la passation d'un accord cadre de fournitures de carburants de tout type en station, conformément à l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, et de définir les modalités de fonctionnement de ce groupement.

La fourniture de carburant fera l'objet d'un accord cadre à bons de commande, sans minimum ni maximum, conformément aux dispositions de l'article 78 du Décret n°2016.360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics.

Le groupement a pour vocation la passation et l'exécution de l'accord cadre de fournitures nécessaires à l'objet de la présente convention.

Article 2 - Composition du groupement de commandes

Les membres du groupement de commandes sont :

- La Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis ;
- La Commune de Vallauris.

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante ou par toute décision de l'instance autorisée. Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes désigné ci-après.

Article 3 - Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties. Le groupement est constitué pour la durée de l'accord cadre qui est de un an reconductible 3 fois tacitement et qui commencera à courir à compter de sa notification.

Article 4 - Coordinateur

La C.A.S.A est désignée coordonnateur du groupement de commandes, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

A ce titre, la C.A.S.A sera chargée de gérer la procédure, de signer l'accord cadre, de le notifier au nom du groupement.

Elle est notamment chargée de :

- recueillir et synthétiser les besoins des adhérents ;
- élaborer le dossier de consultation des entreprises ;
- faire paraître les avis d'appel public à la concurrence ;
- remettre le DCE aux candidats ;
- répondre aux questions des candidats ;
- convoquer la commission d'appel d'offres ;
- informer les candidats retenus et non retenus ;
- signer l'accord cadre ;
- établir le rapport de présentation au représentant de l'Etat et adresser l'accord cadre au contrôle de la légalité ;
- notifier l'accord cadre ;
- faire paraître les avis d'attribution ;
- de régler les éventuels litiges liés à la passation et à l'exécution de l'accord cadre ;
- d'ester en justice dans l'hypothèse d'un contentieux.

La C.A.S.A coordonne l'exécution de l'accord cadre.

Le coordonnateur tient à la disposition des membres du groupement tous les actes et les informations relatives au groupement.

En cas de changement de coordonnateur, les membres du groupement devront établir un avenant pour substituer le nouveau coordonnateur à l'ancien.

Dans ces conditions, une délibération devra être prise par le nouveau coordonnateur du groupement et par chaque membre du groupement.

Article 5 - Obligations des membres du groupement

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Transmettre un état prévisionnel de ses besoins quantitatifs et qualitatifs propres, préalablement au lancement de la procédure ;
- Participer à l'exécution de l'accord cadre ;
- Informer le Coordonnateur de tout litige né à l'occasion de la passation du marché, objet de la présente convention.

Article 6 - Commission d'Appel d'offres

La Commission d'Appel d'Offres désignée est celle du coordonnateur en application des dispositions de l'141463 du CGCT

Article 7 - Comité technique de coordination et de suivi

Article 7-1 : Composition du comité technique de coordination et de suivi

Le comité technique de coordination et de suivi est composé d'un représentant de chaque membre du groupement.

Le comité technique se réunit autant que de besoin durant :

- la procédure d'élaboration et de passation de l'accord cadre;
- la procédure d'exécution de l'accord cadre.

Article 7-2 : Rôle du comité technique de coordination et de suivi

Le comité technique a pour mission de permettre aux membres du groupement de participer et de suivre le déroulement de l'accord cadre.

7.2.1 : Passation de l'accord cadre

Le comité technique est chargé :

- de participer à l'élaboration des pièces de l'accord cadre en vue de permettre au coordonnateur de constituer le dossier de consultation des entreprises ;
- de participer à l'analyse des candidatures et des offres, en vue de permettre au coordonnateur de proposer le choix du candidat à la commission d'appel d'offres.

7.2.2 : Exécution de l'accord cadre

Le coordonnateur est chargé du suivi des consommations globales de l'accord cadre.

Dès la notification de l'accord cadre, le comité technique pourra se réunir à chaque fois qu'il est nécessaire.

Chaque membre du comité technique sera également chargé :

- d'émettre les engagements juridiques et comptables et de les transmettre directement au titulaire de l'accord cadre ;
- de valider le contrôle de la prestation ;
- de procéder au paiement direct du titulaire comme prévu dans la présente convention.

Article 8 : Dispositions financières

Article 8-1 : Détermination des coûts

L'acquisition de carburants de tout type en station fera l'objet d'un accord à bons de commande conclu sans montant minimum ni maximum.

Article 8-2 : Répartition financière

La répartition financière sera fonction de la consommation de chaque membre.

Les bons de commande seront notifiés au fur et à mesure des besoins, chaque membre du groupement prendra à sa charge l'émission des bons le concernant.

Article 8-3 : Modalités de paiement

Chaque membre se charge du paiement direct au titulaire et dans les conditions prévues à l'article 183 du Décret n°2016.360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics.

La commune de Vallauris tient informé le coordonnateur des montants de mise en paiement de la somme qui lui incombe.

Les coûts de procédure relatifs à la publicité (avis de consultation, avis d'attribution) sont à la charge de la C.A.S.A.

Article 8-4 : Modalités de refacturation

Le titulaire établira une facture pour chacun des deux membres du groupement en fonction des consommations. Le fournisseur transmettra également un état récapitulatif au coordonnateur, la C.A.S.A, afin d'assurer le suivi de l'accord cadre.

Les frais annexes liés à l'exécution de l'accord cadre (fourniture de badges d'accès) seront facturés aux bénéficiaires du service.

Article 9: Modalités d'adhésion et de sortie du groupement

L'adhésion au groupement de commande est subordonnée :

- à l'adoption d'une délibération de l'assemblée délibérante approuvant le principe du groupement de commandes et le présent acte constitutif ;
- à la signature de la présente convention ;
- au respect de l'ensemble de ses dispositions.

La sortie du groupement de commande est subordonnée à une décision écrite du demandeur.

Article 10 : Avenant à la présente convention

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente Convention, définie d'un commun accord entre les deux signataires, fera l'objet d'un avenant.

Article 11 : Litiges

Article 11-1 : Litige résultant de la présente convention

Les signataires conviennent qu'en cas de litiges, qui résulteraient de l'application de la présente convention, une conciliation devra être organisée en présence d'un expert, désigné d'un commun accord. Les frais d'expertise sont partagés entre les parties.

A défaut de conciliation dans le délai de deux (2) mois suivant la constatation du litige, et sauf prorogation de ce délai admise par les parties, ces dernières conservent la faculté de soumettre leur litige à la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

Article 11-2 : Litige résultant de l'accord cadre

En cas de litige résultant de l'application des clauses de l'accord cadre, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile du coordonnateur du groupement, à savoir le Tribunal Administratif de Nice.

Quel que soit le contentieux, si le coordonnateur venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, chaque membre sera sollicité pour couvrir ces frais supplémentaires.

En cas de contentieux né du défaut de paiement direct par un des membres, le membre défaillant assume seul, en cas de condamnation, les frais supplémentaires.

Article 12 - Résiliation

La résiliation de l'accord cadre entraîne la résiliation de la présente convention.

La résiliation de la présente convention, qui sera réglée par voie d'avenant, entraîne la résiliation de l'accord cadre.

Fait à Sophia Antipolis, le

**Le Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis**

**Madame le Maire de
la Commune de Vallauris**

Jean LEONETTI

Michelle SALUCKI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 11/12/2017
Numéro : BC_2017_225
Nature : DE - Deliberations
Objet : Fourniture mutualisée de carburants de tous types en station - Création d'un groupement de commandes
Matière : 1.1 - Marchés publics
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : n2xd1Y

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 20/12/2017
Identifiant : 006-240600585-20171211-BC_2017_225-DE

Acte reçu

Date : 11/12/2017
Numéro interne : BC_2017_225
Code nature : 1
Code matière 1 : 1
Code matière 2 : 1
Objet : Fourniture mutualisée de carburants de tous types en station - Création d'un groupement de commandes
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20171211-BC_2017_225-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_AU-006-240600585-20171211-BC_2017_225-DE-1-1_2.PDF

N